

PATRIMOINES

*Judaïsme*

**RASHI**

1040-1990

Hommage à  
Ephraïm E. Urbach

*Congrès européen  
des Études juives*

textes édités par

**Gabrielle SED-RAJNA**

*cerf*

## LES RÉSEAUX DE LA MODERNITÉ JUIVE EN TERRE OTTOMANE (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> SIÈCLES)<sup>1</sup>

L'apparition d'une vie associative au sein des communautés juives de l'Empire ne date pas de leur entrée timide, au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, dans la modernité, synonyme pour elles d'occidentalisation et de relative sécularisation. C'est en revanche à cette période, que des associations d'un type nouveau virent le jour. Celles-ci ne remplacèrent pas les groupements relevant de la vie traditionnelle juive ou juive ottomane, comme les associations de bienfaisance et d'instruction, ou d'autres, liées au contexte local, comme les corporations professionnelles. Ces associations traditionnelles continuèrent à fonctionner, alors même que des associations d'un autre type s'arrogeaient certaines de leurs attributions.

L'évolution politique dans le pays allait susciter, chez certains philanthropes et groupes d'opinion juifs occidentaux, un intérêt nouveau pour le judaïsme ottoman. De ce point de vue, les *Tanzimat* (ère des réformes) au XIX<sup>e</sup> siècle ainsi que la révolution « jeune-turque » de 1908 constituèrent des étapes importantes dans leur pénétration par différents biais. C'est dans ce contexte que se situe l'entrée sur scène de groupes comme l'Alliance Israélite Universelle (désormais Alliance), le *Hilfsverein der Deutschen Juden*, le mouvement sioniste ou le *B'nai Brith*.

D'autre part, la création de la fonction de grand rabbin en 1835, et la mise en place du Statut organique (1865) et la restructuration consécutive des instances communautaires contribuèrent à la politisation progressive des diverses tendances, qui, au sein de la communauté et notamment parmi les laïcs convoitaient le pouvoir.

La vie associative entra très tôt dans les projets d'action de ces groupes d'opinion, qu'ils fussent autochtones ou importés. Entre l'utilisation qu'ils en firent et la perception qu'en eurent les populations, s'instaura parfois un réel décalage. Le succès que connut la vie associative fut aussi lié à cet écart. Chacune des parties qui se mouvait dans ces espaces associatifs en fit l'usage qui lui convint.

1. Une version développée de cet article est parue dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 38 (2), avril-juin 1991, p. 295-312.

Dans la société traditionnelle juive, les associations ne pouvaient avoir droit de cité qu'à condition de représenter les valeurs qu'elle admettait : l'étude de la *Tora*, l'accomplissement de la charité et la poursuite d'activités philanthropiques. Ces associations constituaient également des lieux de socialisation pour la minorité qui y œuvrait<sup>2</sup>. La conception d'une vie associative s'adressant au grand nombre se développa avec la modernisation et la sécularisation relative qui y était attachée.

L'organisation communautaire des Juifs venus d'Espagne et du Portugal dans l'Empire ottoman au XV<sup>e</sup> siècle comprenait aussi une vie associative répondant aux exigences de la vie traditionnelle juive qui continua à se développer par la suite. À l'ère de la modernisation, ces associations coexistèrent avec les associations séculières ; celles qui se consacraient à la bienfaisance, connurent une sécularisation progressive liée à la « banalisation » du caractère religieux qui avait prévalu à leur fondation.

Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, se développa dans le cadre communautaire, sans dépendre directement de la *kehila*, une vie associative dont l'objectif principal n'était plus seulement d'accomplir les préceptes religieux de la vie traditionnelle juive. Cette « extériorité » pouvait être génératrice de conflits ; elle pouvait aussi insuffler un nouveau dynamisme aux communautés. De fait, nombre de ces associations véhiculèrent certaines des idées-forces de la modernité juive, toutefois avec un succès variable.

La modernisation des Juifs ottomans allait être entreprise, pendant l'ère des réformes sur l'intervention de Juifs occidentaux et avec la complicité des élites juives locales, liées à la bourgeoisie marchande et aux milieux de la finance en grande partie de nationalité étrangère, notamment italienne (les *Francos*), soutenus par les *maskilim* (adeptes des Lumières). Il s'agissait là d'une modernisation par le haut, largement due au volontarisme des élites. Celle-ci devait s'effectuer par le biais d'une instruction et d'une éducation de type occidental<sup>3</sup>.

La dynamique créée en particulier par cette couche de notables, plutôt progressistes par rapport à la direction communautaire en place, et aussi par des *maskilim*, soucieux de réformer la communauté juive, ouverts à l'Occident et prêts à collaborer avec le judaïsme européen, prépara le terrain à l'implantation de l'Alliance et de son œuvre scolaire. Des comités locaux de la Société furent fondés dès la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces comités constituaient l'équivalent laïque et moderne d'organisations comme celles de *Talmud Tora*, qui détenaient jusque-là le monopole de l'enseignement et de l'éducation, de type religieux, dans la société

2. Jacob Katz, *Tradition and Crisis. Jewish Society at the End of the Middle Ages*, 3<sup>e</sup> ed., New York, Schocken Books, 1977, p. 158.

3. A ce sujet, voir : Aron Rodrigue, *French Jews Turkish Jews. The Alliance israelite universelle and the Politics of Jewish Schooling in Turkey, 1860-1925*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 1990.

traditionnelle juive. Ces comités firent partie des premières associations juives d'un type nouveau, de par leur obéissance, espaces de transition entre l'Occident juif et les communautés locales, encore majoritairement traditionnelles.

La fondation des écoles de l'Alliance favorisa la création de toute une série d'œuvres post-scolaires, visant à compléter l'œuvre d'instruction et d'éducation proprement dite. Ces associations réunissaient en priorité les anciens élèves des écoles. Elles permettaient à l'Alliance à la fois de garder dans son giron ses futurs appuis et de les utiliser comme courroie de transmission de son idéologie. Ces associations apparurent dès la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle. Comparées aux associations traditionnelles, elles étaient certes ouvertes à un plus grand nombre, mais elles ne constituaient pas encore des espaces populaires. Elles inauguraient une nouvelle forme de vie associative corporatiste, liée non à un corps de métier, mais à une institution étrangère. Elles devaient contribuer, avec les autres antennes de l'Alliance, à transformer localement la Société en un groupe d'opinion influent et à lui fournir sa base.

Ces associations visaient à organiser l'entraide parmi les élèves sortis de l'école. Il s'agissait là d'une nouvelle mouture de la bienfaisance corporatiste, à quoi s'ajoutaient diverses activités culturelles. Elles assuraient aussi certaines des fonctions des corporations professionnelles et de certaines sociétés de secours déjà existantes, en assistant les artisans sortis des œuvres d'apprentissage ou des écoles de l'Alliance. Certaines instituèrent à cette fin, des sortes de « syndicats » professionnels et des caisses de prêt, qui n'étaient pas sans rappeler davantage les caisses mutualistes européennes.

Enfin, pour bien rendre compte de l'ère de modernisation traversée par le judaïsme ottoman, il convient de signaler également la présence de cercles de *maskilim* à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

La révolution « jeune-turque » favorisa l'effervescence sociale dans le pays. La Constitution de 1908 garantissait le droit associatif aux Ottomans sous certaines conditions<sup>4</sup>. Les communautés juives de l'Empire profitèrent de l'occasion pour restructurer des associations délaissées jusque-là, et en créer de nouvelles.

La fondation d'associations sionistes se situe à la même période. Elle suivit l'implantation d'une antenne de l'Organisation sioniste à Istanbul, en 1908, sous une couverture bancaire, l'*Anglo Levantine Banking Company*<sup>5</sup>.

Pendant les premières années après la révolution, un certain nombre d'associations pour la diffusion de la langue turque apparurent tant à Istanbul que dans les autres grands centres juifs de l'Empire. Les

4. Robert Bianchi, *Interest Groups and Political Development in Turkey*, Princeton, N. J., Princeton University Press, 1984, p. 109-110.

5. A ce sujet, voir : E. Benbassa, « Le sionisme dans l'Empire ottoman (fin XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup>) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* (24), oct.-déc. 1989, p. 69-80.

sionistes, à l'instar d'autres groupes d'opinions, qui, pour des raisons tactiques, adhèrent à l'ottomanisme, idéal d'unification de toutes les minorités non musulmanes sous la bannière ottomane, créèrent eux aussi des associations pour l'enseignement du turc.

Du moins en apparence, à cause des restrictions liées à la liberté associative, ce fut notamment sur la renaissance de la langue et de la culture hébraïques que se concentrèrent les activités sionistes jusqu'à la Première Guerre mondiale. Le rôle des clubs de gymnastique *Makabi* fut également considérable dans la propagation du sionisme. Ces associations servirent surtout à mobiliser l'opinion publique juive contre le Grand Rabinat et l'Alliance.

Les associations sionistes occupèrent un espace situé entre la tradition et la modernité. Le lieu privilégié de l'action sioniste fut le plus souvent la synagogue, lieu traditionnel de réunion. À cela, il convient d'ajouter les alliances consenties avec les milieux religieux. Pourtant, l'idéologie véhiculée, nationaliste et sioniste, malgré les aménagements locaux, s'insérait bien dans le courant de la modernité juive. Par ailleurs, on sait le rôle que pouvait jouer la synagogue, en dehors de ses fonctions de transmission de la religion et de la culture juive traditionnelle, pour encourager l'émergence d'un leadership et d'un contrôle social intérieur. Les sionistes misèrent sur cet espace pour diverses raisons, soucieux qu'ils étaient de moduler leur action selon les milieux qu'ils voulaient toucher. Les sionistes sécularisaient pour ainsi dire ce haut lieu de la tradition, en y prêchant l'amour de Sion. La tradition et le nationalisme, l'une des facettes de la modernité juive, s'y rejoignaient. Alors que l'idéologie de l'Alliance s'était révélée faible dans le contexte du judaïsme ottoman et qu'elle n'avait pu vraiment se substituer à la tradition, surtout dans certaines couches de la population, le sionisme, lui, faisait le lien.

L'organisation des Loges du *B'nai Brith* dans les grands centres juifs de l'Empire, notamment à partir de 1911, allait aussi inaugurer une forme de vie associative inconnue jusque-là, comportant également une importante activité philanthropique.

Ainsi, entre la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup> siècle, la vie associative juive présentait un large échantillon d'associations, témoin de la diversité des courants qui s'implantèrent dans la communauté.

Les organisations périphériques aux institutions communautaires et les organisations semi-politiques servirent en quelque sorte d'antichambre au leadership communautaire. Elles permirent une socialisation politique avant le passage au centre. C'est sous cet angle qu'on peut aborder la place dans les communautés des comités de l'Alliance et de ses œuvres post-scolaires.

Devant la paralysie des institutions communautaires, elles s'érigèrent en un pouvoir périphérique. C'est avec la révolution « jeune-turque » et l'arrivée au pouvoir de Haïm Nahum, en principe homme de l'Alliance,

que la Société se déplaça vers le centre, avec l'appui de ses différentes antennes locales et de la presse qui lui était favorable<sup>6</sup>. Les notables qui avaient fait leur apprentissage politique dans des instances de « pouvoir » périphériques accédèrent alors au pouvoir central, à savoir dans les instances laïques du Grand Rabinat. Dès lors, ils intervinrent directement dans la politique communautaire, en constituant une oligarchie.

Pour les sionistes, la fondation d'associations était d'emblée un outil de propagande. Leur objectif était d'une part de toucher les autorités ottomanes pour faire avancer la question de la Palestine, et d'autre part, de s'implanter dans la communauté pour atteindre leur objectif.

Avec les sionistes, la politisation des associations gagna en intensité, étant donné les enjeux aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de la communauté.

Instruments de l'action politique pour un leadership sioniste importé, ces associations permettaient aussi à une partie des exclus locaux du pouvoir, de faire leur apprentissage avant de prendre en mains, à leur tour, les rênes des instances communautaires. Elles furent aussi perçues par le grand nombre, comme de nouveaux espaces nationaux de loisirs et d'expression. Ce sont ces espaces qui contribuèrent à forger la conscience nationale d'une partie de la population juive d'Istanbul (puis des autres grands centres) défavorisée économiquement, située aux confins de la modernité, et d'une jeunesse sans réelles possibilités d'ascension sociale ou d'intégration dans la société ottomane. Les associations sionistes permirent aussi à ces populations, l'acquisition d'une « conscience politique », plus ou moins imposée et conjoncturelle. Selon les activités proposées et les structures d'accueil existantes, ces associations drainaient des clientèles différentes.

La classe moyenne constitua elle aussi, une composante non négligeable de la clientèle de ces associations, par exemple dans une ville comme Salonique, où les masses s'engagèrent plutôt dans la *Fédération socialiste ouvrière*. On sait que c'est aussi dans cette classe moyenne, qui ne pouvait accéder au pouvoir central communautaire, que se recrutaient les fondateurs et les membres actifs des associations traditionnelles. Quelques intellectuels, journalistes et instituteurs rejoignirent à leur tour l'espace associatif sioniste.

En fait, cet espace récupéra ces exclus et contribua à leur socialisation politique. La classe moyenne attendait de participer au pouvoir, vu la place qu'elle commençait à occuper dans la société juive, notamment comme force économique susceptible de se charger des frais communautaires. Le mouvement sioniste, constitué en parti d'opposition, et ses di-

6. Sur la vie communautaire juive ottomane (fin XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècles), voir : Esther Benbassa, *Haim Nahum Efendi, dernier Grand Rabin de l'Empire ottoman (1908-1920) : son rôle politique et diplomatique*, thèse de doctorat d'État, Université de Paris III, 1987, 2 t. ; *Idem, Un grand rabbin sépharade en politique 1892-1923*, Paris, Presses du CNRS, 1990.

verses structures, notamment les associations, présentaient des espaces plus souples et ouverts.

Au lendemain de la révolution «jeune-turque», les groupes d'opinion utilisèrent les associations tantôt pour garder le pouvoir, tantôt pour le conquérir.

Les sionistes utilisèrent également la vie associative pour sceller leur alliance avec d'autres groupes d'opinion. C'est ainsi qu'ils réussirent à regrouper les milieux rabbiniques au sein d'une association, la *Histadrut ha-rabanim* (Union des rabbins). Ils profitèrent de la méfiance et souvent de l'opposition à la modernité, à la couche occidentalisée et à ses notables, à l'enseignement de type occidental, puis à l'Alliance et à son œuvre scolaire, que manifestaient les religieux déjà au XIX<sup>e</sup> siècle. Certes, ceux-ci avaient perdu leur suprématie au profit des «alliancistes», mais continuaient encore à siéger dans les instances mixte et religieuse du Grand Rabinat. Les sionistes pouvaient espérer, grâce à cette alliance, détourner à leur profit leurs voix et celles de leurs appuis conservateurs à l'intérieur de ces instances, et fidéliser davantage les masses qui leur étaient proches.

Nombre d'associations et clubs fondés par les sionistes à partir des années 1910 se transformèrent non seulement en foyers de propagande, mais aussi en viviers politiques non négligeables, et ce, jusqu'à la Première Guerre mondiale.

La vie associative sioniste à visage découvert, apparut en fait après la Première Guerre mondiale.

La Loge *B'nai Brith* de Constantinople allait aussi progressivement devenir un foyer sioniste, surtout après la guerre.

Les associations sionistes semblent même avoir servi de modèle à ceux qui les combattaient. C'est en fait, l'usage fait par les sionistes de l'association comme instrument politique, qui fut retenu.

Dans l'après-guerre, les sionistes récoltèrent les fruits de l'intense propagande qu'ils avaient menée avant la guerre, succès auquel les associations avaient largement contribué. En 1919, les nombreuses associations sionistes furent regroupées dans la *Fédération sioniste d'Orient* (désormais *FSO*). La vie associative sioniste se transformait ainsi en un réel second pouvoir communautaire, mais encore d'opposition. Elle avait contribué à gagner des masses d'habitude silencieuses et en faire un levier que les sionistes utilisèrent à maintes occasions. Il existait désormais un électorat (certes éphémère) qui allait favoriser le succès des sionistes lors des élections communautaires de 1920.

L'association comme moyen de propagande, peut être considérée comme une donnée nouvelle de la vie associative des grands centres juifs. L'Alliance ouvrit la voie, les progressistes s'y engagèrent et les sionistes prirent le relais pour transformer l'association en un véritable espace politique au service d'un parti.

L'association ne fonctionna en tant qu'espace de socialisation ou de participation politiques, que lorsqu'elle constitua un lieu alternatif par

rapport aux instances communautaires et au groupe qui les contrôlait. Ces deux grandes fonctions de la vie associative moderne, parmi d'autres, purent être assurées conjointement par le même ensemble d'associations, comme ce fut le cas des associations sionistes.

Pendant les années 1908-1920, lorsque l'essentiel du pouvoir institutionnel était entre les mains du groupe «allianciste» (lié à l'Alliance), la dynamique associative se focalisa, selon le cas, soit sur la lutte à mener contre l'oligarchie en place, soit sur les ripostes à organiser contre ceux qui la menaçaient. Il s'agissait là de l'affrontement ouvert des groupes d'opinion par associations interposées. Même s'ils noyautèrent les institutions du Grand Rabinat et s'ils contrôlèrent, par intermittence, le pouvoir exécutif, les sionistes furent malgré tout, d'abord du côté des exclus du pouvoir, qu'ils purent ainsi plus facilement rassembler.

Déjà avec la fondation de la *FSO*, la vie associative sioniste commença à s'institutionnaliser. Elle perdit de sa portée politique, en cessant d'être au service d'un parti d'opposition, devenue partenaire, parmi d'autres, de la vie communautaire. La quasi-hégémonie des sionistes dans les instances communautaires, du moins jusqu'en 1922, rendait moins nécessaire la mobilisation d'avant 1920.

Par ailleurs, le contexte international, la position de l'Organisation sioniste (Londres) à l'égard du sionisme en Turquie depuis que la Palestine ne faisait plus partie de l'Empire, le développement d'un sionisme local plus indépendant, provoquèrent une relative dépolitisation de la vie associative sioniste.

La *FSO* tentait de mettre la main sur les différentes associations d'Istanbul, en créait d'autres en province, les contrôlait de plus près afin de ne pas perdre du terrain face aux tendances nationalistes et sionistes, qui ne reconnaissaient pas sa suprématie et disposaient de leur propre réseau associatif (la Société *Makabi*, *Hit'ahdut*)<sup>7</sup>. Les associations se multipliaient, fusionnaient, disparaissaient. On évaluait au moins à une demi-douzaine le nombre d'associations dans chacun des faubourgs de la capitale (avec des antennes de *Shivat Zion* [Retour à Sion], *B'nei Zion* [Fils de Sion], *B'not Zion* [Filles de Sion], *Makabi* et autres). De plus en plus nombreux à Istanbul, les immigrants ashkénazes fuyant les pogroms créaient les leurs. Cette situation perdura jusqu'à l'avènement de la République en 1923.

Les associations sionistes ne représentaient certes plus les mêmes enjeux et leurs assemblées générales étaient plutôt désertées. Il reste que d'espaces alternatifs, devenus espaces institutionnalisés, ces associations avaient perdu leur raison d'être première. Et si les périodes de rupture (révolution «jeune-turque» ou occupation de la Turquie par les Alliés, 1918) avaient favorisé l'essor de la vie associative, surtout sioniste (ce fut

7. Abréviation de *Hit'ahdut shel Ha-Po'el Ha-Za'ir u-Ze'irei Zion*, Union mondiale d'Ha-Po'el Ha-Za'ir et Ze'irei Zion.

aussi le cas à Salonique dès son occupation par les Grecs en 1912), ce sont les conflits communautaires nés de l'affrontement des différents groupes d'opinion et, d'une façon générale, la politisation de la vie communautaire, dans son acception moderne, qui avaient donné son élan et sa vigueur à presque toute la vie associative.